

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 15 MARS 1911.

Budget du Ministère de la Guerre pour l'exercice 1911 ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE, (2) PAR M. DALLEMAGNE.

MESSIEURS,

Le projet du Budget du Ministère de la Guerre pour l'exercice 1911 s'élève à fr.	59,935,440 »
L'augmentation sur le budget de 1910 est de	3,045,148 50
Les dépenses ordinaires s'élèvent à	54,310,340 »
Les dépenses exceptionnelles à	5,625,100 »
Les dépenses ordinaires sont en augmentation de	2,164,738 50
Les dépenses exceptionnelles sont en augmentation de	880,410 »
Soit en plus au total Fr.	3,045,148 50
L'augmentation des dépenses ordinaires provient :	
Art. 1 ^{er} . — Des traitements et indemnités du personnel civil fr.	19,000 »
Art. 2. — Bibliothèque du Département de la Guerre et Institut Cartographique	1,200 »
Art. 3. — Traitements ou indemnités des Etats-Majors et des officiers sans troupe	1,381,20
Art. 4. — Traitements et indemnités du service de l'intendance	97 »
Art. 5. — Traitements et indemnités des officiers du service de santé des hôpitaux	1,580 »
Art. 7. — Traitements, indemnités et solde de l'infanterie et du bataillon d'administration	153,016 »
A reporter.	156,274 20

(1) Budget, n° 4^x.

(2) La section centrale, présidée par M. Nerinx, était composée de MM. Donnay, Ortegat, Dallemagne, Desmaisières, Ozeray, du Bus de Warnaffe.

	Report.	156,274 55
ART. 8. — Traitements, indemnités et solde de la cavalerie		428,109 55
ART. 9. — Traitements, indemnités et solde de l'artillerie		527,499 »
ART. 11. — Nourriture et habillement des malades, entretien des hôpitaux.		90,000 »
ART. 12. — Service pharmaceutique		100,000 »
ART. 13. — Personnel de l'École militaire.		9,600 »
ART. 14. — Personnel de l'École de guerre		1,700 »
ART. 15. — Nourriture des troupes. — Fourrages		430,000 »
ART. 16. — Service du couchage		50,000 »
ART. 17. — Habillement des troupes. — Renouvellement et entretien du harnachement de la cavalerie.		300,000 »
ART. 18. — Transports généraux		30,000 »
ART. 19. — Chauffage et éclairage de certains locaux et corps de garde		15,000 »
ART. 20. — Remonte		20,000 »
ART. 21. — Indemnités de déplacements, de déménagement et frais de représentation		7,000 »
Total des augmentations. fr.		2,165,182 55

D'où il faut déduire les diminutions :

ART. 4. — Traitements et indemnités des états-majors et officiers sans troupes	69 50	
ART. 10. — Traitements, indemnités et solde du génie	374 55	
		444 05
Augmentation nette des dépenses ordinaires		2,164,738 50

Voici le détail des crédits demandés pour les dépenses exceptionnelles :

1. Participation dans les frais de certains stands communaux fr.	57,500
2. Organisation de parcs aérostatiques de place.	35,000
3. Complètement partiel et appropriation du matériel de guerre pour les troupes du génie	152,000
4. Amélioration du casernement	2,000,000
5. Armement de l'artillerie de campagne	1,160,500
6. Aménagement de gymnases	50,000
7. Construction d'un arsenal du parc de campagne à Etterbeck	260,000
8. Outillage scientifique de l'École militaire	50,000
9. Aménagements des trains sanitaires	36,000
A reporter.	3,761,000

	Report.	3,761,000
10.	Munitions d'exercice pour batteries de campagne	230,000
11.	Acquisition de consoles-supports	10,000
12.	Munitions pour les exercices de tir de la garde-civique.	60,000
13.	Armements des nouveaux ouvrages défensifs (autres que ceux de l'Escaut) en construction dans la position fortifiée d'Anvers	1,000,000
14.	Achat de chevaux	239,100
15.	Complément du charroi de l'armée	150,000
16.	Complément partiel du matériel de siège des ouvrages fortifiés du pays	12,000
17.	Routes militaires et réseaux téléphoniques dans les positions fortifiées du pays	80,000
18.	Matériel et explosifs pour travaux du génie	18,000
19.	Matériel des polygones et outils pour pionniers de cavalerie	23,000

Montant des dépenses exceptionnelles fr. 5,623,100

L'examen du budget en section centrale adonné lieu aux observations suivantes :

I. — Service médical des Forts des environs de Liège.

Un membre de la section centrale a signalé que dans les forts des environs de Liège, le médecin est en même temps pharmacien.

Ce médecin serait engagé par un contrat en vertu duquel il entreprendrait à forfait et pour un prix déterminé, la prestation des soins médicaux et la fourniture des remèdes pharmaceutiques quel que soit le nombre, la nature des maladies et la quantité des médicaments. Dans ces conditions, le médecin aurait intérêt à donner aux malades le minimum possible de soins et de médicaments coûteux.

Il y a lieu de remarquer que les garnisons de ces forts sont trop peu nombreuses pour justifier l'adjonction d'un médecin militaire et trop éloignées les unes des autres et de la garnison centrale pour recourir pratiquement aux soins des médecins militaires attachés à cette garnison. Le moyen le plus pratique était donc de s'adresser aux médecins des localités les plus voisines des forts; ces médecins fournissent les médicaments afin de pourvoir immédiatement aux cas urgents.

La question de forfait a été posée à M. le Ministre de la Guerre dans ces termes :

1^{re} QUESTION.

Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il y a lieu de modifier ces errements, afin que les intéressés ne puissent encourir le soupçon de parcimonie dans l'octroi des médicaments?

RÉPONSE.

Le Département de la Guerre a mis à l'étude la question de ne plus traiter à forfait pour la fourniture des médicaments et de ne plus faire effectuer

cette fourniture par des médecins lorsqu'il existe une pharmacie dans la localité à desservir. A défaut de pharmaciens, le médecin pourra délivrer les médicaments et les porter en compte aux prix du tarif adopté pour l'armée.

II. — Casernes défectueuses.

Plusieurs membres dans les réunions des sections et dans celle de la section centrale, ont présenté des observations relatives à la défectuosité de certaines casernes. En conséquence, la question suivante a été posée à M. le Ministre.

2^{me} QUESTION.

Quand le Département de la Guerre compte-t-il remplacer les casernes d'artillerie de Gand, Louvain et Mons, signalées comme particulièrement défectueuses.

RÉPONSE.

Le Département de la Guerre ne prévoit pas la construction d'une caserne d'artillerie à Mons, la garnison de cette ville ne comportant pas de troupes d'artillerie et ne devant pas en comprendre dans l'avenir. Il s'agit vraisemblablement de la caserne Guillaume occupée par le 2^e chasseurs à pied. Les installations ont été notablement améliorées dans ces derniers temps par l'augmentation de son assiette et les travaux qu'on y a effectués.

Quant aux casernes de Gand et de Louvain, il n'est pas possible de fixer actuellement l'époque à laquelle leur construction pourra être entamée. Le Département de la guerre doit en effet affecter principalement aux travaux en cours les ressources mises à sa disposition par la Législature pour l'amélioration du casernement.

La construction de casernes nouvelles à Gand et à Louvain, bien que nécessaires, ne figure pas parmi les travaux les plus urgents; toutefois, il entre dans les intentions du Département de la guerre de les entamer aussitôt qu'il pourra y affecter des crédits suffisants pour les terminer rapidement.

Au budget de 1911 un crédit de 2 millions de francs est demandé pour l'amélioration du casernement et destiné à la continuation des travaux commencés à Alost, Brasschaet, Gand, Namur, Ostende. (Voir note préliminaire p. 9, art. 37 ancien.)

III. — Réclamations et augmentations d'appointements réclamés par les divers employés du Département de la guerre.

Plusieurs membres se sont fait l'écho des plaintes de ces nombreux fonctionnaires.

1^o Les archivistes.

Les arrêtés organiques du cadre civil du Département de la guerre portent que : Le passage d'un traitement au traitement immédiatement supérieur a lieu, pour les directeurs, les chefs de division, les chefs de bureau et les commis, après deux ans; pour les archivistes ce laps de temps est de trois ans.

Dans ces conditions en considérant :

a) l'âge avancé des archivistes, la plupart d'entre eux ayant en ce moment quatorze à quinze années de services à l'État y compris huit à dix années de services militaires accomplis avant leur entrée au Département ;

b) d'autre part, tenant compte de ce que les ressources dont ils disposent et qui sont d'après eux de 1,600 à 1,800 francs, (8 p. c. de retenue), ne sont pas en rapport avec les exigences de la vie, d'autant plus que la plupart sont mariés et pères de famille.

Pour ces motifs :

Les archivistes de l'Administration centrale demandent que leurs augmentations de traitement soient fixées à 200 francs tous les deux ans, au lieu de tous les trois ans.

3^{me} QUESTION.

La section centrale a demandé à M. le Ministre, s'il ne voudrait pas rendre biennales les augmentations actuelles des archivistes.

RÉPONSE.

Le barème des traitements des archivistes tel qu'il est actuellement (1600 à 2600 francs ; 3120 francs à 50 ans d'âge) correspond aux services exigés des intéressés. Au surplus, j'ai décidé récemment que le nombre des archivistes et des commis serait fixé *in globo*. Les archivistes méritants, ayant six années de services et qui réussiront l'examen prescrit, pourront être nommés commis. Dès ce moment leurs augmentations seront biennales.

2° *Les adjoints du Génie.*

Ce sont des fonctionnaires civils traités sur le même pied que les officiers inférieurs de l'armée dans leurs relations de service avec les autorités civiles et militaires (Art. 4 Arrêté Royal 16 avril 1854). Ils sont recrutés parmi les sous-officiers du génie qui ont suivi avec fruit les cours de l'Ecole spéciale d'Anvers et qui ont satisfait aux examens d'adjoints.

Les desiderata de ces fonctionnaires peuvent se résumer comme suit :

1° Supprimer la division en classes parmi les adjoints principaux et en revenir ainsi purement et simplement à la loi de 1907 qui fixe globalement à 68 le nombre des adjoints principaux, ainsi que des adjoints de 1^{re}, 2^{me} et 3^{me} classe.

2° Admettre que les adjoints de 1^{re} classe qui en sont dignes et, notamment ceux qui sont proposés pour la nomination au choix, pourraient être promus adjoints principaux lorsqu'ils ont dix-huit années de fonctionnement d'adjoints, stage compris.

Enfin, si cette amélioration était acquise, on pourrait avancer l'âge de la pension, surtout si les services étaient considérés comme actifs et si l'on accordait aux adjoints principaux du génie des augmentations de traitement octroyées après un certain nombre d'années aux autres fonctionnaires de l'armée ; par exemple : un dixième après vingt-cinq années, et un tiers après trente années de services d'adjoints, stage compris.

3° *Les employés permanents de l'Institut cartographique.*

Les employés permanents de l'Institut cartographique militaire demandent le relèvement de leurs appointements et la régularisation de leur situation.

Le rapport du Budget de la guerre pour 1910 contient une question posée, à M. le Ministre de la Guerre, à ce sujet, ainsi que sa réponse, et lors de la discussion du budget, plusieurs orateurs ont entretenu la Chambre des réclamations des employés de l'Institut cartographique.

Les mêmes réclamations se sont reproduites cette année et ont été adressées à la section centrale qui les recommande au bienveillant examen de M. le Ministre.

4° *Le personnel civil du Ministère de la Guerre.*

Les traitements de ce personnel n'ont plus été modifiés depuis vingt-cinq ans, sauf un relèvement de 200 francs (soit 5 à 10 p. c.) pour les commis et 100 francs (soit 2 1/2 à 3 p. c.) pour les sous-chefs de bureaux.

Dans une note remise à MM. les membres de la section centrale, le personnel civil du Ministère de la Guerre se plaint d'être plus mal partagé au point de vue de l'avancement que les agents des autres Départements. Cette situation proviendrait de ce que pour un total de 120 fonctionnaires et employés, il n'y a que *trois emplois* de directeur et chef de division au Département de la Guerre. Cela représente moins de 3 p. c. d'emplois supérieurs, tandis qu'ailleurs cette proportion serait de 15 à 25 p. c.

Le personnel civil demande une revision définitive des cadres et des traitements et comme première mesure une augmentation de 200 francs pour les fonctionnaires et employés dont le traitement n'excède pas 4,000 francs, et de 100 francs pour les gens de service. Un crédit de 25,000 francs à l'article 2 du budget de la Guerre suffirait à cette fin.

IV. — Secours médicaux et pharmaceutiques.

Le budget porte les crédits suivants :

CHAPITRE III.

HÔPITAUX ET PHARMACIES MILITAIRES.

ART. 15. — *Nourriture et Habillement des Malades.*

Entretien des Hôpitaux.

Crédit demandé pour 1911	fr.	890,000	»
Crédit alloué pour 1910		800,000	»
Augmentation	Fr.	90,000	»

ART. 16. — *Service pharmaceutique.*

Crédit demandé pour 1911	fr.	360.000	»
Crédit alloué pour 1910		260,000	»
Augmentation	Fr.	100,000	»

Ces crédits sont justifiés par l'extension des divers services, augmentation des personnes ayant droit aux soins médicaux et pharmaceutiques, cherté persistante des denrées de toutes sortes.

La Section centrale attire l'attention de M. le Ministre de la Guerre sur le service médical et pharmaceutique. Cette question a été fortement agitée dans la presse politique et professionnelle.

Il paraîtrait que de nombreux vides existent dans les rangs des médecins militaires.

Les quatre régiments d'artillerie qui viennent d'être créés, les écoles de guerre, militaire, d'équitation, des cadets, des pupilles, les écoles régimentaires, les nombreux instituts scientifiques annexés aux hôpitaux militaires, etc.. etc., ont leur service assuré, par des médecins prélevés sur le cadre médical des autres régiments de l'armée. Il y a donc, d'après cela, manque de personnel. De plus, les médecins militaires donnent (sauf à Bruxelles) leurs soins aux officiers pensionnés et de réserve, à leurs femmes, enfants et domestiques, ainsi qu'aux nombreux ouvriers civils des divers établissements militaires et à leurs familles.

Un rapide examen de l'Annuaire permet de faire les constatations suivantes :

Sur 176 médecins, il y a 1 général-major et 32 officiers supérieurs.

Sur 54 pharmaciens, — 0 — 5 —

Sur 169 officiers du génie, il y a 2 lieutenants-généraux, 5 généraux-majors et 28 officiers supérieurs.

Sur 32 officiers d'état-major, il y a 1 lieutenant-général, 3 généraux-majors et 20 officiers supérieurs.

D'après les indications de l'Annuaire, l'avancement paraît fort lent dans le service de santé ; on y devient :

Sous-lieutenant à 26 ans ;

Lieutenant à 34 ans ;

Capitaine à 41-42 ans ;

Commandant à 48 ans ;

Major à 52 ans ;

Dans l'armée, l'officier sort de l'Ecole militaire (où il a étudié aux frais de l'État), sous-lieutenant à 20 ans.

Il sera lieutenant à 27 ans ;

Capitaine à 34 ans ;

Commandant à 39 ans ;

Major à 45 ans.

Il y a là une situation pénible à laquelle il serait désirable que remède soit porté.

D'une part, par l'augmentation du nombre des médecins militaires, et, d'autre part, par la création d'un plus grand nombre d'officiers généraux et d'officiers supérieurs.

Cette augmentation du nombre dans les grades élevés aurait une influence favorable sur toute l'échelle hiérarchique et il sera possible d'arriver aux grades suprêmes.

Il en est de même des *pharmaciens militaires*. Par suite du nombre disproportionné de titulaires de grades inférieurs, les pharmaciens n'arrivent que très tardivement à obtenir une amélioration de situation. Leur avancement est d'une lenteur désespérante pour ceux qui sont en fonction, ce qui est de nature à éloigner les jeunes gens que leurs goûts et leurs aptitudes porteraient à embrasser cette carrière. En effet, avec l'organisation actuelle, ils ne peuvent espérer un traitement supérieur à 2,900 francs qu'à 43 ans.

Ces diverses revendications des médecins et des pharmaciens, qui ont été relatées et commentées dans les journaux comportent une augmentation budgétaire de 125 à 130,000 francs.

Il serait intéressant de connaître l'avis de l'autorité compétente.

En conséquence la question suivante a été adressée à M. le Ministre de la Guerre.

4^e QUESTION.

Le personnel médical est devenu insuffisant par suite de l'augmentation du nombre des ayants-droit aux soins médicaux, de la création d'instituts scientifiques, annexés aux hôpitaux et de la création de quatre régiments d'artillerie.

Le médecin arrive trop tard au grade de lieutenant, par suite de la longueur des études.

L'avancement dans le corps médical paraît des plus lent.

On pourrait remédier à cette situation, d'une part, en augmentant le nombre des médecins et, d'autre part, le nombre des médecins des grades supérieurs.

D'après les journaux qui se sont occupés de la matière, on arriverait à la situation suivante pour les médecins (voir tableau ci-dessous).

Quant aux pharmaciens, ils se répartiraient comme suit (voir tableau ci-dessous).

M. le Ministre ne pense-t-il pas que des mesures sont à prendre en faveur de ce personnel ?

D'après les journaux, on arrive aux augmentations suivantes du personnel :

Médecins.

Situation actuelle.		Propositions des journaux.		
1	Inspecteur général .	Général-major	1 Inspecteur Général .	L ^r -Général
6	Médecins principaux de 1 ^{re} classe . . .	Colonels	2 à 4 Inspecteurs. .	Généraux-majors
11	Médecins principaux de 2 ^{me} classe . . .	L ^{ts} -Colonels	6 à 8 Médecins prin- cipaux de 1 ^{re} classe	Colonels
15	Médecins de régiment de 1 ^{re} classe . . .	Majors	9 à 11 Médecins prin- cipaux de 2 ^{me} classe	L ^{ts} -Colonels
25	Médecins de régiment de 2 ^{me} classe. . .	Commandants	21 Médecins de régi- ment de 1 ^{re} classe .	Majors
42	Médecins de bataillon de 1 ^{re} classe . . .	Capitaines	21 Médecins de régi- ment de 2 ^{me} classe	Commandants
42	Médecins de bataillon de 2 ^{me} classe. . .	Lieutenants	52 Médecins de batail- lon de 1 ^{re} classe .	Capitaines
18	Médecins-adjoints de 1 ^{re} classe. . . .	Sous-lieutenants	38 Médecins de batail- lon de 2 ^{me} classe .	Lieutenants
18	Médecins adjoints de 2 ^{me} classe. . . .	id.	40 Médecins-adjoints de 2 ^{me} classe . .	Sous-lieutenants
176		194		

Pharmaciens.

1	Pharmacien en chef .	<i>L^r-Colonel</i>	1	Pharmacien en chef .	<i>Colonels</i>
4	Pharmaciens princip.	<i>Majors</i>	2 à 4	Pharmaciens prin-	
15	— de 1 ^{re} cl.	<i>Commandants</i>	cipaux de 1 ^{re} classe .	<i>L^{ts}-Colonels</i>	
10	— de 2 ^{me} cl.	<i>Capitaines</i>	4	Pharmaciens princi-	
7	— de 3 ^{me} cl.	<i>Lieutenants</i>	paux de 2 ^{me} classe .	<i>Majors</i>	
9	— de 4 ^{me} cl.	<i>Sous-lieutenants</i>	10 à 15	Pharmaciens de	
10	— adjoints .	<i>id.</i>	1 ^{re} classe	<i>Commandants</i>	
—			10	Pharmaciens de 2 ^{me} cl.	<i>Capitaines</i>
54			10	— de 3 ^{me} cl.	<i>Lieutenants</i>
			10	— adjoints .	<i>Sous-lieutenants</i>

RÉPONSE.

La situation des membres du service de santé a fait, de ma part, l'objet d'une étude minutieuse. Celle-ci m'a démontré que les revendications de ce personnel (condensées dans les tableaux annexés) sont empreintes d'une grande exagération. La répartition des grades y est, en outre, contraire aux principes d'une organisation rationnelle.

Les lois du 26 juin 1899 et du 5 juillet 1909 ont déjà amélioré sensiblement la situation de ce personnel. Néanmoins, j'étudie la possibilité, par diverses mesures administratives et législatives, de faire un nouveau pas dans cette voie, de façon à mettre les intéressés à même de satisfaire plus aisément à leurs obligations.

V. — Création de quatre nouveaux régiments d'artillerie.

Sous cette rubrique figurent divers crédits au sujet desquels la section centrale a désiré des explications.

ART. 27 — Transports généraux, augmentation.	fr. 30,000
ART. 28. Chauffage et éclairage des corps de garde, augmentation	15,000
ART. 29. — Remonte, augmentation	20,000
Chap. III. ART. 31. — Indemnités de déplacement et frais de représentation.	7,000
Total.	fr. 72,000

5^e QUESTION.

M. le Ministre de la Guerre est prié de faire connaître les causes des augmentations portées aux articles 27, 28, 29 et 31.

RÉPONSE.

ART. 27. — Le crédit a été majoré afin de faire face aux frais de transports supplémentaires occasionnés par l'accroissement des effectifs présents et la création de quatre nouveaux régiments d'artillerie de campagne.

ART. 28. — La création de quatre nouveaux régiments d'artillerie de campagne a amené l'occupation d'un plus grand nombre de bâtiments qui doivent être chauffés et éclairés.

ART. 29. — L'effectif en chevaux de l'artillerie réorganisée s'est accru de 826 unités.

Une augmentation de 20,000 francs a été jugée suffisante pour compenser l'accroissement des dépenses occasionnées, en 1911, par la remonte ordinaire des régiments d'artillerie (c'est-à-dire le service de remplacement des chevaux morts ou réformés).

ART. 31. — La création de quatre régiments d'artillerie nécessite un supplément de dépenses pour indemnités de déplacement et de déménagement.

Au surplus, certaines indemnités pour reconnaissances militaires imputées jusqu'à présent à l'article 3, « Institut cartographique militaire » seront désormais à charge de l'article 31.

VI. — Les compagnies universitaires.

Ces compagnies sont l'objet de grandes préoccupations de la part des parents des jeunes soldats et l'objet de discussions dans la presse.

En décembre 1910, d'après la déclaration du Ministre de la Guerre à la Chambre, il y avait 650 universitaires dans ces compagnies.

« Les jeunes gens qui y sont admis, a ajouté l'honorable Ministre, doivent » s'en rendre dignes par leur conduite et leur application. Dans ces conditions, je ne puis y maintenir les étudiants qui ont échoué deux fois aux » examens, au cours d'une même session. »

Mais pour que les étudiants *studieux* ne risquent pas d'échouer aux examens, il faut que les exercices militaires puissent s'accorder avec les études.

Certaines inquiétudes se sont manifestées à ce sujet, notamment en ce qui concerne les étudiants de l'École de Mines de Liège.

Ces inquiétudes ont été exprimées à l'honorable Ministre de la Guerre et la question suivante lui a été posée :

6^e QUESTION.

Un membre s'est fait l'écho de certaines plaintes d'où il résulterait que les exercices auxquels sont astreints les étudiants ingénieurs de Liège ne leur permettent pas d'assister aux travaux universitaires de l'après-midi.

Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que toute facilité doit être donnée à cet égard ?

RÉPONSE.

Les autorités militaires et académiques se sont mises d'accord pour régler le service de façon à ne pas porter préjudice aux études des jeunes gens en question, tout en assurant leur instruction militaire.

J'ai pris récemment, en conséquence, des mesures facilitant encore le service des étudiants militaires dans la garnison de Liège.

Parmi ces mesures, il est utile de mentionner celle qui a consisté à mettre à la disposition des étudiants militaires, des salles d'études et un réfectoire à la caserne des Ecoliers, à Liège.

La bonne volonté de l'autorité militaire se montre évidente.

Au point de vue de la moralité et de l'application au travail, on ne peut qu'approuver M. le Ministre d'être sévère à l'égard des faux étudiants, c'est-à-dire de ceux qui, pour adoucir leur service militaire, prennent des inscriptions aux établissements privilégiés, et ne font aucune étude. Ces jeunes gens sont des éléments de démoralisation et de dissipation pour ceux qui veulent s'adonner sérieusement à leurs études, ceux-là doivent être sévèrement exclus des compagnies universitaires, sous peine de les voir tomber sous la réprobation générale.

Lors de la discussion du Budget de la Guerre pour 1910, M. Verhaegen disait :

Il ne suffit pas que l'ordre matériel règne à la caserne, il faut aussi que l'ordre moral y règne, et à ce point de vue il préconisait certaines mesures de nature à rassurer les parents soucieux de la conservation morale de leurs enfants.

Il préconisait la fréquentation des écoles professionnelles au lieu de celle des cabarets, après la terminaison du service, le refus de la permission de minuit et surtout celle de la nuit, à moins du consentement des parents. Il remarquait qu'en Hollande le soldat est autorisé à quitter la caserne le samedi soir pour y rentrer le lundi. Mais une autorisation de ce genre ne pourrait être donnée que sur la demande expresse des parents.

Cette autorisation serait surtout désirée par les parents des miliciens universitaires.

M. le Ministre de la Guerre lui a répondu qu'il avait déclaré l'année précédente que nos soldats sont autorisés à suivre le soir des cours professionnels.

L'autorisation de quitter la caserne du samedi soir au lundi matin ou au dimanche soir, pourrait être l'objet d'un examen, qui pourrait rendre des services aux miliciens universitaires.

Diverses observations de détail ont encore été présentées au sujet des compagnies universitaires.

On a demandé si aucune suite n'a été donnée à l'amendement de M. Woeste, tendant à l'établissement de séparations entre les lits des soldats.

L'amendement de M. Woeste a été voté et le crédit de 200,000 francs accordé au budget de la guerre. Comme l'a déclaré M. le Ministre de la Guerre, un essai est en cours à Liège.

Au sujet des facilités à donner aux soldats pour remplir leurs devoirs religieux, M. le Ministre de la Guerre s'est prononcé très catégoriquement dans son discours au Sénat du 14 décembre 1909.

VII. — Révision des pensions militaires.

Cette importante question a été exposée à la Chambre, lors de la discussion du Budget de la Guerre, le 28 avril 1910, d'une façon très complète par M. Monville.

La section centrale de 1910 avait noté avec satisfaction le dépôt, par le Ministre de la Guerre, du projet de loi portant la révision des pensions militaires d'un grade inférieur à celui d'officier, y compris ceux de la gendarmerie.

M. le Ministre de la Guerre, reproduisant cette déclaration, a ajouté :

« La section centrale et la Chambre peuvent être persuadés que je pour-
» suivrai avec un zèle infatigable la réalisation de cette réforme.

» A diverses reprises je me suis expliqué sur cette question ici même et
» j'ai la conviction d'avoir accompli tout mon devoir dans la défense des
» intérêts des officiers pensionnés.

» Je suis revenu constamment à la charge pour obtenir la révision de la
» pension des officiers, mais on oublie que dès 1907 j'ai annoncé à la Cham-
» bre que je commencerais par la pension des militaires de rang inférieur et
» que les autres suivraient. »

Le projet de révision de la pension des officiers a été signalé par le Roi dans le discours du trône en ces termes :

« Vous êtes saisis d'un projet de loi portant révision des pensions des
» militaires en dessous du grade d'officiers. Un projet analogue, ayant trait
» aux pensions d'officiers, ne tardera pas à vous être soumis. »

Lors de la discussion au Sénat du projet d'adresse en réponse au discours du trône, l'honorable Ministre de la Guerre a fait la déclaration suivante :

» A propos de la phrase du discours du trône relatives à la question des
» pensions militaires, l'honorable M. de Lanier m'a posé les deux questions
» que voici :

» 1^o Le Ministre donnera-t-il à la Chambre l'assurance que le projet de loi

» mettra les pensions militaires sur le même pied que les pensions civiles ?
 » 2° Le Parlement sera-t-il saisi de cette question au cours de cette session ?
 » En ce qui concerne l'assimilation des pensions militaires aux pensions
 » civiles, que l'honorable membre me permette de le lui faire remarquer, la
 » question a été agitée à maintes reprises au Parlement depuis 1864; en
 » 1886 et 1887 notamment, une commission nommée par le Gouvernement
 » composée d'officiers et de fonctionnaires, et présidée par un magistrat, a
 » élaboré un travail qui a été communiqué à la législature. Les conclusions
 » de ce travail établissaient l'impossibilité d'assimiler d'une façon complète
 » les pensions civiles aux pensions militaires. Aussi, lors du projet de loi de
 » 1888, le gouvernement a-t-il dit dans l'Exposé des motifs qu'il fallait
 » renoncer définitivement à soumettre les pensions civiles et les pensions
 » militaires à un régime uniforme. D'autre part, je prie l'honorable M. de
 » Lanier de ne pas perdre de vue que l'assimilation des pensions civiles aux
 » pensions militaires n'a jamais été envisagée par mon prédécesseur. Et
 » cependant, la Société des officiers pensionnés qui connaissait ses idées
 » quant au relèvement des pensions, s'est déclarée très satisfaite de ses
 » intentions. Cela résulte de la déclaration faite par la dite société dans la
 » requête qu'elle a adressée à Sa Majesté, le 18 avril 1910. L'honorable
 » M. de Lanier l'a rappelée ici même le 13 mai suivant.

» Quoi qu'il en soit, si l'assimilation complète entre les pensions civiles et
 » militaires n'est pas possible le projet sur les pensions donnera, je pense,
 » toute satisfaction aux officiers.

» Quant à la seconde demande de M. de Lanier, j'y réponds affirmative-
 » ment : *Le projet sera déposé au cours de cette session.* »

M. le Ministre de la Guerre a confirmé cette déclaration dans la réponse
 qu'il a faite à la séance de la Chambre du 14 février 1911 à une question
 posée par M. Cocq.

Vote des sections.

1^{re} section. — Le budget est repoussé par 9 non, 8 oui, 3 abstentions.

2^e — — — — — 12 — 11 —

3^e — — Le budget est adopté par 15 oui, 5 non.

4^e — — — — — 14 — 4 — 3 abstentions.

5^e — — — — — 12 — 7 — 3 —

6^e — — — — — 9 — 8 — 1 —

La section centrale a adopté le budget par 5 voix contre 2.

Le Rapporteur,

JULES DALLEMAGNE.

Le Président,

E. NÉRINCKX.



24,

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 15 MAART 1911.

Begrooting van het Ministerie van Oorlog voor het dienstjaar 1911⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER DALLEMAGNE.

MIJNE HEEREN,

Het ontwerp van Begrooting van het Ministerie van Oorlog voor het dienstjaar 1911 beloopt fr.	59,938,440 »
De verhooging op de begrooting van 1910 bedraagt.	3,045,148 50
De gewone uitgaven bereiken.	54,510,340 »
De buitengewone uitgaven.	5,625,100 »
De gewone uitgaven zijn verhoogd met.	2,164,738 50
De buitengewone uitgaven zijn verhoogd met.	880,410 »
Dus te zamen eene verhooging van . . . fr.	3,045,148 50
De verhooging van de gewone uitgaven spruit voort uit:	
ART. 1. — Jaarwedden en vergoedingen van het burgerlijk personeel	19,000 »
ART. 2. — Bibliotheek van het Departement van Oorlog en Militair Landkaart-Instituut	1,200 »
ART. 3. — Jaarwedden of vergoedingen der officieren van den staf en der officieren zonder troepen	1,381 20
ART. 4. — Jaarwedden en vergoedingen van den dienst der intendantie	97 »
ART. 5. — Jaarwedden en vergoedingen der officieren van den geneeskundigen dienst der hospitalen	1,580 »
Over te dragen.	23,258 20

(1) Begrooting n^o 4^x.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Nerinx, bestond uit de heeren Donuay, Ortegat, Dallemagne, Desmaizières, Ozeray, du Bus de Warneffe.

Overgebracht . . .	23,258 20
ART. 7. — Jaarwedden, vergoedingen en soldij van de infanterie en van het bataljon van administratie. . . .	133,016 »
ART. 8. — Jaarwedden, vergoedingen en soldij van de cavalerie	428,109 35
ART. 9. — Jaarwedden, vergoedingen en soldij der artillerie	827,499 »
ART. 11. — Voeding en kleeding der zieken, onderhoud der hospitalen	90,000 »
ART. 12. — Apothekersdienst	100,000 »
ART. 13. — Personeel der Militaire School.	9,000 »
ART. 14. — Personeel der Krijgsschool	1,700 »
ART. 15. — Voeding der troepen. — Voeder	430,000 »
ART. 16. — Slapingdienst	50,000 »
ART. 17. — Kleeding der troepen. Vernieuwing en onderhoud van het paardentuig der cavalerie	500,000 »
ART. 18. — Algemeen vervoer	50,000 »
ART. 19. — Verwarming en verlichting van sommige lokalen en van de wachtlokalen.	15,000 »
ART. 20. — Remonte	20,000 »
ART. 21. — Vergoedingen voor verplaatsing, verhuizing en representatiegelden	7,000 »
Gezamenlijke verhoogingen. . . . fr.	2,165,182 55

Daarvan is af te trekken :

ART. 4. — Jaarwedden en vergoedingen der officieren van den staf en der officieren zonder troepen fr.	69 50
ART. 10. — Jaarwedden, vergoedingen en soldij der genie	374 55
	<u>444 05</u>
Zuivere verhooging der gewone uitgaven fr.	2,164,738 50

De kredieten aangevraagd voor de buitengewone uitgaven zijn aldus onderverdeeld :

1. Deelneming in de onkosten van zekere gemeentelijke schietbanen fr.	37,500 »
2. Inrichting van vesting-luchtvaart-stapelplaatsen	35,000 »
3. Gedeeltelijke aanvulling en geschiktmaking van het oorlogsmaterieel voor de troepen der genie.	132,000 »
4. Verbetering der kazerneering	2,000,000 »
5. Bewapening der veldartillerie.	1,160,500 »
6. Inrichting van gymnasiums.	50,000 »
7. Bouwen van een arsenaal der veldstapelplaats te Etterbeek	260,000 »
8. Wetenschappelijke toestellen voor de Militaire School	50,000 »
Over te dragen	<u>3,725,000 »</u>

Overgebracht.	3,728,000 »
9. Inrichting van de ziekentreinen	36,000 »
10. Ammunitie voor oefening der veldgeschut batterijen	280,000 »
11. Aanschaffing van verbindingstoestellen.	10,000 »
12. Ammunitie voor de schietoefeningen der burgerwacht.	60,000 »
13. Bewapening der nieuwe verdedigingswerken — andere dan die der Schelde — in opbouw in de verdedigingsstelling Antwerpen	1,000,000 »
14. Aankoop van paarden	259,100 »
15. Aanvulling der legertreinen	150,000 »
16. Gedeeltelijke aanvulling van het belegeringsmaterieel van s' lands verdedigingswerken	12,000 »
17. Militaire wegen en telefonische netten in de verdedigingsstellingen van het land	80,000 »
18. Materieel en ontplofbare stoffen voor de werken der genie	18,000 »
19. Materieel der polygonen en gereedschap voor de pionniers der cavalerie	25,000 »
Bedrag van de buitengewone uitgaven. . fr.	5,628,100 »

Het onderzoek van de Begrooting in de Middenafdeeling gaf aanleiding tot de volgende aanmerkingen :

Geneeskundige dienst der Forten in de omstreken van Luik.

I. — Een lid zegde dat in de forten der omstreken van Luik de geneesheer ook apotheker is.

Deze geneesheer zou bij overeenkomst verbonden zijn tegen een vooraf bepaalden prijs geneeskundige verpleging en artseneijmiddelen te verstrekken, onaangemerkt het getal der zieken, den aard daarvan en de hoeveelheid der geneesmiddelen. Dit zoo zijnde, zou de dokter er belang bij hebben de zieken zoo weinig mogelijk te verplegen, hun zoo weinig mogelijk kostbare artseneij toe te dienen.

Hier dient te worden aangemerkt, dat de garnizoenen in die forten niet talrijk genoeg zijn om er een militairen dokter op na te houden, en van elkander en van het centraal garnizoen te verre verwijderd om op praktische wijze de militaire dokters van dit garnizoen te doen optreden. Het beste middel was dus zich te wenden tot de geneesheeren die het dichtst bij deze forten wonen. Deze geneesheeren leveren de artseneijmiddelen om onmiddellijk in spoedeisende gevallen te kunnen voorzien.

Over het vast akkoord werd den Minister van Oorlog de volgende vraag gesteld :

1^e VRAAG.

Is de Minister niet van oordeel, dat deze gebruiken dienen te worden gewijzigd, opdat de daarbij betrokken personen niet kunnen verdacht worden van karigheid bij het toedienen van geneesmiddelen?

ANTWOORD.

Het Departement van Oorlog heeft doen onderzoeken of het niet mogelijk was niet langer bij akkoord te onderhandelen voor de levering van geneesmiddelen en niet langer deze levering op te dragen aan geneesheeren, wanneer in de gemeente eene apotheek voorhanden is. Is er geen apotheker, dan mag de dokter de geneesmiddelen leveren en ze rekenen tegen den prijs, aangenomen voor het leger.

Gebrekkige kazernen.

II. — Op de vergaderingen van de afdeelingen en op die van de Middenafdeeling werden door verscheidene leden opmerkingen gemaakt omtrent het gebrekkige van sommige kazernen. Als gevolg daarvan, werd den Minister de volgende vraag gesteld :

2° VRAAG.

Wanneer denkt het Departement van Oorlog de artillerie-kazernen te Gent, Leuven en Bergen te vervangen, daar ze staan aangeteekend als bijzonder gebrekkig.

ANTWOORD.

Het bouwen van eene kazerne te Bergen ligt niet in de bedoeling van het Departement van Oorlog, omdat geene artillerie-troepen behooren tot het garnizoen van Bergen en zij er later evenmin zullen zijn. Waarschijnlijk wordt bedoeld de Willem-kazerne, waarin het 2^e jagers te voet ligt. In den jongsten tijd is de inrichting merkkelijk verbeterd, door het stevigen van hare grondvesten en door de aldaar verrichte werken.

Vooralsnu is niet te bepalen wanneer een aanvang kan worden gemaakt met het bouwen van de kazernen te Gent en te Leuven. Het Departement van Oorlog moet, trouwens, de gelden waarover de Wetgevende Kamers het liet beschikken voor de verbetering van het kazernement, in hoofdzaak besteden aan begonnen werken.

Het bouwen van nieuwe kazernen te Gent en te Leuven behoort, ofschoon ze noodzakelijk zijn, niet tot de spoedeisende werken; het Departement van Oorlog is evenwel van plan er een aanvang mede te maken zoodra het voldoende kredieten daaraan kan besteden om ze spoedig te voltooien.

Op de Begrooting voor 1911 is een krediet van 2 miljoen frank uitgetrokken tot verbetering van het kazernement alsmede tot voortzetting van de te Aalst, Brasschaat, Gent, Namen, Oostende aangevangen werken. (Zie inleidingsnota, blz. 9, vroeger art. 57.)

III. — *Klachten van en verhooging van jaarwedde aangevraagd door de onderscheiden bedienden van het Departement van Oorlog.*

Vele leden maakten zich de tolk van de klachten dezer talrijke ambtenaren.

1^o *De archivarissen.*

De besluiten tot inrichting van het burgerlijk kader bij het Departement van Oorlog zeggen dat de overgang van eene jaarwedde tot eene onmiddellijk

hoogere geschiedt voor de bestuurders, de afdeelingshoofden, de bureel-hoofden en de klerken na *twee jaar*; voor de archivariissen is dit tijdsbestek *drie jaar*.

Dit zoo zijnde, en in aanmerking nemende :

a. Den gevordende leeftijd der archivariissen, vermits het meerendeel hunner thans veertien of vijftien jaren Staatsdienst tellen, met inbegrip van acht tot tien jaren krijgsveldt voordat zij bij het Departement werkzaam waren ;

b. Anderdeels, overwegende dat de middelen waarover zij beschikken en die volgens hen bedragen 1,600 tot 1,800 frank (8 t. h. afhouding) geenszins in verhouding zijn tot de levensbehoeften, des te minder daar het meerendeel hunner gehuwd en huisvaders zijn,

Om deze redenen :

Vragen de archivariissen van het hoofdbestuur dat hunne verhooging van jaarwedde worde bepaald op 200 frank om de twee jaren, in stede van om de drie jaren.

3^o VRAAG.

De Middenafdeeling heeft den Minister gevraagd of hij niet om de twee jaren verhooging wilde toestaan aan de archivariissen.

ANTWOORD.

Het thans bestaande tarief van de jaarwedden der archivariissen (1,600 tot 2,600 frank, 3,120 frank op den leeftijd van 50 jaar) komt overeen met de van hen verlangde dienstdiensten. Daarenboven heb ik onlangs beslist dat het getal archivariissen en klerken *in globo* zou worden bepaald. Verdienstelijke archivariissen, met zes jaren dienst, die het voorgeschreven examen afleggen, kunnen worden benoemd tot klerk. Van dat oogenblik af erlangen zij verhooging om de twee jaren.

2^o De adjuncten van de génie :

Dit zijn burgerlijke ambtenaren, behandeld op denzelfden voet als de lagere officieren van het leger, in hunne dienstbetrekkingen met de burgerlijke en de militaire overheden (art. 4, Koninklijk besluit van 16 April 1854). Zij worden aangeworven onder de onderofficieren van de genie die met goed gevolg de leergangen der bijzondere School te Antwerpen volgden en slaagden in de examens van adjunct.

De desiderata van deze ambtenaren kunnen worden samengevat als volgt :

1^o Afschaffen van de indeeling in klassen onder de eerstaanwezende adjuncten en aldus eenvoudig terugkomen tot de wet van 1907 die het volle getal der eerst aanwezende adjuncten alsmede van de adjuncten 1^o, 2^o en 3^o klasse bepaalt op 68.

2^o Aannemen dat de adjuncten 1^o klasse die het verdienen, en namelijk zij die zijn voorgesteld tot de benoeming bij keus, kunnen worden bevorderd tot eerstaanwendig adjunct na achttien jaren dienst als adjunct, proeftijd inbegrepen.

Eindelijk, indien deze verbetering werd aangenomen, zou men den leeftijd voor het pensioen kunnen vervroegen, vooral zoo de diensten werden beschouwd als werkelijke diensten en zoo men aan de voornaamste adjuncten der genie verhooging van jaarwedde verleende, na zeker getal jaren aan andere ambtsbetrekkingen bij het leger toegekend, bij voorbeeld een tiende na vijf en twintig jaren, een derde na dertig jaren dienst als adjunct, proeftijd inbegrepen.

3° De bestendige bedienden bij het militair Landkaart-instituut.

Dezen vragen om verhooging van jaarwedde en regeling van hun toestand.

Het verslag over de Begrooting van Oorlog voor 1910 bevat dienaangaande eene vraag aan den Minister van Oorlog, en het antwoord; bij de behandeling van de begrooting hebben vele redenaars in de Kamer de bezwaren van de bedienden bij bedoeld gesticht uiteengezet.

Dezelfde klachten rijzen dit jaar op; zij werden overgemaakt aan de Middenafdeeling, die daarop de welwillende aandacht van den Minister vestigt.

4° Het burgerlijk personeel bij het Ministerie van Oorlog.

De jaarwedden van dit personeel bleven sedert vijf en twintig jaar ongewijzigd, behalve eene verhooging van 200 frank (dat is 5 tot 10 t. h.) voor de klerken, van 100 frank (dat is 2 1/2 tot 3 t. h.) voor de bureel-onderoversten.

In eene nota, overgemaakt aan de leden der Middenafdeeling, klaagt het burgerlijk personeel van het Ministerie van Oorlog omdat het, in zake van bevordering, minder goed is bedeeld dan de beambten van de overige Departementen. Deze toestand zou hierdoor verwekt zijn, dat er voor 120 ambtenaren en beambten slechts drie plaatsen van bestuurder of afdeelingsoverste bij het Departement van Oorlog zijn. Dit is min dan 15 t. h. hogere ambten, terwijl elders de verhouding gaat van 15 tot 25 t. h.

Het burgerlijk personeel vraagt om eene bepaalde herziening van kaders en jaarwedden, en, als eersten maatregel, 200 frank verhooging voor de ambtenaren en bedienden wier jaarwedde 4,000 frank niet te boven gaat, van 100 frank voor de dienstlieden. Een krediet van 25,000 frank onder artikel 2 der Begrooting kan daartoe volstaan.

IV. — *Geneeskundige behandeling en artsendienst.*

Op de Begrooting zijn de volgende kredieten uitgetrokken :

HOOFDSTUK III.

MILITAIRE HOSPITALEN EN APOTHEKEN.

ART. 15. — *Voeding en kleeding der zieken; onderhoud der hospitalen.*

Aangevraagd krediet voor 1911 . . .	fr.	890,000	»
Toegekend krediet voor 1910 . . .		800,000	»
Verhooging. . .	fr.	90,000	»

ART. 16. — *Apothekersdienst.*

Aangevraagd krediet voor 1911	fr.	360,000	»
Toegekend krediet voor 1910		260,000	»
Verhooging.	fr.	100,000	»

Deze kredieten zijn gebillijkt door de uitbreiding van de verschillende diensten, de vermeerdering van 't getal personen die recht hebben op genees- en artseneijkundige verpleging, de bestendige duurte van allerhande waren.

De Middenafdeeling vestigt de aandacht van den Minister op den genees- en apothekersdienst. Dit vraagstuk werd druk besproken in politieke bladen en in vakbladen.

Zoo 't schijnt, bestaan er veel leemten in de rangen der militaire geneesheeren.

In de onlangs gevormde vier regimenten artillerie, in de krijgsschool, de militaire school, de rijsschool, de kadettenschool, de pupillenschool, de regimentsscholen, de talrijke wetenschappelijke instituten, toegevoegd aan de militaire hospitalen, enz., enz., is de dienst verzekerd door geneesheeren, genomen uit het geneeskundig kader van de andere regimenten des legers. Derhalve is er gebrek aan personeel. Daarenboven verplegen (behalve te Brussel) de militaire dokters gepensioneerde officieren en reserveofficieren, dezer vrouw, kinderen en dienstboden, alsmede de talrijke burgerlijke werklieden in de verschillende militaire inrichtingen en hunne familie.

Een vlug overzicht van het Militair Jaarboek doet het volgende zien :

Op 176 geneesheeren, zijn er 1 generaal-majoor en 32 hoofdofficieren.

Op 54 apothekers, — 0 — 5 —

Op 169 officieren der genie, zijn er 2 luitenant-generaals, 3 generaal-majors en 28 hoofdofficieren.

Op 32 officieren van den staf zijn er 1 luitenant-generaal, 5 generaal-majors en 20 hoofdofficieren.

Volgens het Jaarboek schijnt de bevordering zeer traagzaam te gaan in den gezondheidsdienst ; daar wordt men :

Onderluitenant op 26 jaar ;

Luitenant op 34 jaar ;

Kapitein op 41-42 jaar ;

Commandant op 48 jaar ;

Majoor op 52 jaar ;

Bij 't leger verlaat de officier de militaire school (waar hij op Staatskosten studeerde) op 20 jaar, als onderluitenant ;

Hij wordt luitenant op 27 jaar ;

Kapitein op 34 jaar ;

Commandant op 39 jaar ;

Majoor op 45 jaar.

Dat is een smartelijke toestand en 't ware te wenschen dat hij werd ver-

holpen, eensdeels door vermeerdering van het getal militaire geneesheeren, anderdeels door de benoeming van een grooter getal officieren-generaal en hoofdofficieren.

Deze getalvermeerdering in de hogere graden zou een gunstigen invloed uitoefenen op de gansche rangorde en aldus zal men tot de hogere graden kunnen geraken.

Zoo is het ook gesteld met de militaire apothekers. Ten gevolge van het onevenredig getal lagere graden, geraken de apothekers eerst zeer laat tot een beteren stand. Hunne bevordering gaat wanhopend traag, wat van aard is om tegenzin voor het beroep in te boezemen aan de jongelingen die door neiging en geschiktheid zouden aangedreven worden om in dat vak te treden. Trouwens, met de thans bestaande inrichting, kunnen zij eerst op den leeftijd van 45 jaar eene hogere jaarwedde van 2,900 frank verwachten.

Deze verschillende eischen van de geneesheeren en de apothekers, vermeld en behandeld in dagbladen, zouden eene begrootingsverhooging van 120 tot 130,000 frank vergen.

Het ware belangrijk hierover het gevoelen van de bevoegde overheid te kennen.

Dientengevolge werd onderstaande vraag gericht tot den Minister van Oorlog.

4° VRAAG.

Het geneeskundig personeel is ontoereikend geworden ten gevolge van het toenemend getal personen die recht hebben op geneeskundigen bijstand, het inrichten van wetenschappelijke instituten, toegevoegd aan de hospitalen en het tot stand brengen van vier regimenten artillerie.

De geneesheer bereikt te laat den graad van luitenant doordien de studiën zoo lang duren.

De bevordering schijnt in het geneeskundig korps zeer langzaam te zijn.

Deze toestand kan worden verholpen, eensdeels door vermeerdering van het getal geneesheeren, anderdeels door meer geneesheeren tot een hooger graad te bevorderen.

Volgens de nieuwsbladen die zich met de zaak inlieten, zou men voor de geneesheeren geraken tot den volgenden toestand (zie onderstaande tabel).

De apothekers zouden ingedeeld zijn als volgt (zie de navolgende tabel).

Denkt de Minister niet dat er ten bate van dit personeel maatregelen zijn te nemen?

Volgens de nieuwsbladen, zou men geraken tot de volgende vermeerderingen van personeel :

Geneesheeren.

Tegenwoordige toestand.		Voorstellen, door de nieuwsbladen gedaan.			
1	Inspecteur-generaal	Generaal-majoor	1	Inspecteur-generaal	L ⁱ -Generaal
6	Eerstaanwezende ge- neesheeren 1 ^e klasse.	Kolonels	2 tot 4	Inspecteurs	Generaal-majors
11	Eerstaanwezende ge- neesheeren 2 ^e klasse.	L ⁱ -Kolonels	6 tot 8	Eerstaanwezende genesheeren 1 ^e klasse.	Kolonels
15	Regimentsgeneesheeren 1 ^e klasse	Majors	9 tot 11	Eerstaanwezende genesheeren 2 ^e klasse.	L ⁱ -Kolonels
23	Regimentsgeneesheeren 2 ^e klasse	Commandanten	21	Regimentsgeneesheeren 1 ^e klasse	Majors
42	Bataljonsgeneesheeren 1 ^e klasse	Capiteins	21	Regimentsgeneesheeren 2 ^e klasse	Commandanten
42	Bataljonsgeneesheeren 2 ^e klasse	Luitenanten	52	Bataljonsgeneesheeren 1 ^e klasse	Kapiteins
18	Adjunctgeneesheeren 1 ^e klasse	Onderluitenanten	38	Bataljonsgeneesheeren 2 ^e klasse	Luitenanten
18	Adjunctgeneesheeren 2 ^e klasse	id.	40	Adjunctgeneesheeren 2 ^e klasse	Onderluitenanten
176			194		

Apothekers.

1	Hoofdapotheker	L ⁱ -Kolonel	1	Hoofdapotheker	Kolonels
4	Eerstaandw. apothekers.	Majors	2 tot 4	Eerstaandw. apothekers 1 ^e klasse.	L ⁱ -Kolonels
13	— 1 ^e kl.	Commandanten	4	Eerstaandwezende apothekers 2 ^e klasse.	Majors
10	— 2 ^e kl.	Kapiteins	10 tot 13	Apothekers 1 ^e kl.	Commandanten
7	— 3 ^e kl.	Luitenanten	10	Apothekers 2 ^e klasse	Kapiteins
9	— 4 ^e kl.	Onderluitenanten	10	— 3 ^e —	Luitenanten
10	— adjuncten	id.	10	— adjuncten	Onderluitenanten
54			47		

ANTWOORD.

Den toestand der leden van den gezondheidsdienst heb ik aandachtig bestudeerd. Het is mij gebleken dat de eischen van dit personeel (samengevat in de aan de vraag toegevoegde tabellen) erg overdreven zijn. Daarenboven strijdt daarin de verdeeling van de graden met de beginselen van eene redematige inrichting.

De wetten van 26 Juni 1899 en 5 Juli 1909 hebben den toestand van dat personeel reeds gevoelig verbeterd. Niettemin bestudeer ik of 't niet mogelijk ware, door middel van bestuursmaatregelen en wetsbepalingen, een stap vooruit te doen op die baan, opdat de belanghebbenden hunne verplichtingen gemakkelijker zouden kunnen nakomen.

V. — *Inrichting van vier nieuwe regimenten artillerie.*

Onder deze rubriek komen verschillende kredieten voor, waarover de middenafdeeling uitlegging heeft gevraagd.

ART. 27 — Algemeen vervoer, verhooging	fr. 30,000
Art. 28 — Verwarming en verlichting van de wacht- lokalen, verhooging	15,000
ART. 29. — Remonte, verhooging	20,000
Hoofdst. VIII. ART. 31. — Vergoedingen voor verplaat- sing en representatiegelden	<u>7.000</u>
Te zamen fr. 72,000	

5^e VRAAG.

De Minister van Oorlog wordt verzocht de oorzaken van de verhoogingen op de artikelen 27, 28, 29 en 31 te doen kennen.

ANTWOORD.

ART. 27. — Het krediet werd verhoogd om te voorzien in de meerdere kosten van vervoer, veroorzaakt door de toeneming der aanwezige effectieven en het inrichten van vier nieuwe regimenten veldartillerie.

ART. 28. — De inrichting van vier nieuwe regimenten veldartillerie vergde het betrekken van meer gebouwen die moeten worden verwarmd en verlicht.

ART. 29. — Het effectief van de paarden der artillerie is aangegroeid met 826 eenheden.

Eene verhooging van 20,000 frank werd toereikend geacht tot vergoeding van de uitgaven, in 1911 veroorzaakt door de gewone remonte van de artillerie-regimenten ('t is te zeggen de vervanging van gestorven of afgekeurde paarden).

ART. 31. — De inrichting van vier regimenten artillerie vergt eene groote uitgave voor vergoeding wegens verplaatsing en verhuizing.

Daarenboven komen sommige vergoedingen wegens militaire verkenningen, tot hiertoe aangerekend op artikel 5, « Militair landkaart-instituut » ten laste van artikel 31.

VI. — *De universiteits-compagniën.*

Deze compagniën baren groote bezorgdheid aan de ouders der jonge soldaten en worden in de drukpers besproken.

Volgens de verklaring van den Minister van Oorlog ter Kamer, in December 1910, waren er 650 studenten in die compagniën.

« De daarin opgenomen jongelingen, zegde de achtbare Minister, moeten » zich die gunst waardig toonen door hun gedrag en hun ijver. Dit zoo » zijnde, kan ik daarin niet behouden de studenten die tweemaal in een- » zelfden zittijd het examen niet konden afleggen. »

Doch, opdat *leergrage* studenten geen gevaar loopen bij het examen niet te slagen, moeten de militaire oefeningen overeenkomen met de studiën.

Daaromtrent is zekere onrust ontstaan, namelijk voor de studenten der Mijnschool te Luik.

Deze onrust is den achtbaren Minister kenbaar gemaakt en de volgende vraag werd hem gesteld :

6^e VRAAG.

Een lid herhaalt zekere klachten waaruit zou volgen dat de oefeningen waartoe de studenten-ingenieurs te Luik verplicht zijn, hun niet veroorloven des namiddags de lessen der hoogeschool bij te wonen.

Denkt de Minister niet dat in dit opzicht alle gemak moet worden verleend?

ANTWOORD.

De militaire en de academische overheden zijn overeengekomen om den dienst op zoodanige wijze te regelen dat er geen nadeel uit voortspuit voor de studiën van bedoelde jongelingen, en dat tevens hunne militaire opleiding wordt verzekerd.

Dien ten gevolge nam ik onlangs maatregelen om in het garnizoen van Luik den dienst der militaire studenten nog gemakkelijker te maken.

Het is nuttig onder deze maatregelen dien te vermelden volgens welken de militaire studenten kunnen beschikken over de studiezalen en eene eetzaal in de kazerne der Scholieren te Luik.

De goede wil van de militaire overheid blijkt ten duidelijkste.

Met het oog op de zedelijkheid en de naarstigheid bij 't werk, kan men enkel den Minister goedkeuren, waar hij zich streng toont voor schijnbare studenten, 't is te zeggen voor hen, die om hun krijgdienst te verzachten, zich laten inschrijven in bevoorrechte leergestichten, doch geen studie hoegenaamd doen. Deze jongelingen verwekken ontzenuwing en verkwisting bij hen die zich ernstig toelagen op hunne studiën; zij moeten streng geweerd worden uit de universiteitscompagnien, willen deze niet algemeen worden afgekeurd.

Tijdens de behandeling der Begroting van Oorlog voor 1910 zegde de heer Verhaegen :

't Is niet voldoende dat er in de kazerne stoffelijke orde heerscht, ook zedelijke orde moet er bestaan; in dit opzicht stelde hij sommige maatregelen voor, van aard om geruststelling te verschaffen aan de ouders die er over bekommerd zijn, dat de zedelijkheid hunner kinderen worde gevrijwaard.

Hij prees aan het bezoeken van vakscholen in plaats van herbergen, nadat de dienst is afgelopen; weigering van verlof tot middernacht en vooral van nachtverlof, tenzij met toestemming van de ouders. Hij deed opmerken, dat in Nederland de soldaat den Zaterdagavond de kazerne mag verlaten om er slechts den Maandag terug te keeren. Doch dergelijke toelating kan slechts worden gegeven op uitdrukkelijk verzoek van de ouders.

Deze toelating wordt vooral gewenscht door de ouders van de miliciens die de lessen der hoogeschool volgen.

De Minister van Oorlog antwoordde hem dat hij het vorige jaar had verklaard, dat onze soldaten des avonds vakleergangen mogen bijwonen.

Toelating om de kazerne te verlaten van Zaterdagavond tot Maandagmorgen kan worden onderzocht: het kan wellicht dienst bewijzen aan de miliciens die de hoogeschool bezoeken.

Nog andere ondergeschikte opmerkingen werden over de universiteits-compagniën in 't midden gebracht.

Er is gevraagd of er geen gevolg was gegeven aan het amendement van den heer Woeste, strekkende tot het maken van een afschutting tusschen de bedden der soldaten.

Het amendement van den heer Woeste werd aangenomen en een krediet van 200,000 frank toegestaan op de Begrooting van Oorlog. Zooals de Minister van Oorlog verklaarde, wordt daarmee thans eene proef genomen te Luik.

Omtrent de gemakkelikheden, te verleenen aan de soldaten om hunne kerkelijke plichten waar te nemen, drukte de Minister van Oorlog zich beslist uit in de redevoering door hem gehouden, in den Senaat, op 14 December 1909.

VII. — *Herziening van de militaire pensioenen.*

Dit gewichtig vraagstuk werd in de Kamer uiteengezet tijdens de behandeling der Begrooting van Oorlog, op 28 April 1910, en wel op zeer volledige wijze, door den heer Monville.

De Middenafdeeling van 1910 merkte met voldoening op, dat de Minister van Oorlog had overgelegd een ontwerp van wet houdende herziening der pensioenen van militairen beneden den graad van officier, met inbegrip van die der gendarmerie.

De Minister van Oorlog herhaalde deze verklaring en voegde er aan toe :

« De Middenafdeeling en de Kamer mogen overtuigd zijn, dat ik met » onvermoeiden ijver deze hervorming zal doorzetten.

« Herhaaldelijk gaf ik verklaringen te dien aanzien en ik ben mij bewust » dat ik gansch mijnen plicht vervulde bij de verdediging van de belangen » der gepensioneerde officieren »

« Herhaaldelijk drong ik aan om de herziening van deze pensioenen te » bekomen; doch men vergeet dat ik reeds in 1907 in de Kamer aankon- » digde, dat ik zou aanvangen met de pensioenen der militairen van lagere » rang en dat de andere zouden volgen. »

Op het ontwerp tot herziening van het pensioen der officieren werd als volgt door den Koning gewezen in de troonrede :

« Bij u is aanhangig een wetsontwerp tot herziening van de pensioenen » der militairen beneden den graad van officier. Een dergelijk ontwerp, dat » het pensioen der officieren betreft, wordt u eerlang voorgelegd. »

Tijdens de bespreking van het adres van antwoord op de troonrede, legde de achtbare Minister van Oorlog de volgende verklaring af :

« Naar aanleiding van de zinsnede in de troonrede betreffende de mili- » taire pensioenen, stelde de achtbare heer De Lanier mij de twee volgende » vragen :

» 1° *Zal de Minister aan de Kamer de verzekering geven, dat het wets- » ontwerp de militaire pensioenen op denzelfden voet zal plaatsen als de » burgerlijke pensioenen?*

» 2° *Zal dit vraagstuk nog in den loop van dezen zitting aan het Parlement worden onderworpen?*

« In zake van gelijkstelling der militaire pensioenen met de burgerlijke,
 » veroorlove het achtbaar lid mij hem te doen opmerken dat, sedert 1864, het
 » vraagstuk herhaaldelijk in het Parlement werd opgeworpen ; in 1886 en
 » 1887 namelijk, werd door de Regeering ingesteld eenecommissie bestaande
 » uit officieren en ambtenaren, onder voorzitterschap van een magistraat ;
 » deze maakte een ontwerp op, dat aan de wetgeving werd onderworpen.
 » dit verslag kwam tot het besluit, dat het onmogelijk was de militaire pen-
 » sioenen volkomen gelijk te stellen met de burgerlijke. Ook zegde de Regee-
 » ring in de memorie van toe inlichting van het ontwerp van 1888, dat er
 » voorgoed moest worden afgezien van het denkbeeld om de burgerlijke
 » en militaire pensioenen volkomen gelijk te stellen. Anderdeels verzoek
 » ik den achtbaren heer de Lanier, niet te vergeten dat gelijkstelling van
 » de burgerlijke pensioenen met de militaire pensioenen nooit in de bedoe-
 » ling van mijn voorganger lag. En toch verklaarde de Vereeniging der
 » gepensioneerde officieren, die zijne denkbeelden omtrent de verhooging
 » van de pensioenen kende, dat zij zeer voldaan was over zijne inzichten.
 » Dit blijkt uit de verklaring, afgelegd door gemelde Vereeniging in het
 » verzoekschrift, door haar op 18 April 1910 aan Zijne Majesteit gericht. Dit
 » herinnerde de achtbare heer de Lanier, hierzelf, op 15 Mei daaropvolgende.
 » Hoe het ook zij, zoo volstreekte gelijkstelling tusschen de burgerlijke
 » en de militaire pensioenen niet mogelijk is, toch zal, dunkt mij, het ont-
 » werp op de pensioenen de officieren geheel bevredigen.

» Op de tweede vraag van den heer de Lanier, antwoord ik bevestigend :
 » *Het ontwerp wordt nog in dezen zittijd overgelegd.* »

De Minister van Oorlog bevestigde deze verklaring in zijn antwoord van
 14 Februari 1911 op eene vraag van den heer Cocq.

Stemming in de afdeelingen.

1^e afdeeling. — De begrooting wordt verworpen met 9 stemmen tegen,
 8 voor, 3 onthoudingen.

2^e afdeeling. — De begrooting wordt verworpen met 12 stemmen tegen,
 11 voor.

3^e afdeeling. — De begrooting wordt aangenomen met 15 stemmen voor,
 5 tegen.

4^e afdeeling. — De begrooting wordt aangenomen met 14 stemmen voor,
 4 tegen, 3 onthoudingen.

5^e afdeeling. — De begrooting wordt aangenomen met 12 stemmen voor,
 7 tegen, 3 onthoudingen.

6^e afdeeling. — De begrooting wordt aangenomen met 9 stemmen voor,
 8 tegen, 1 onthouding.

De Middenafdeeling nam de begrooting aan met 5 stemmen tegen 2.

De Verslaggever,

JULES DALLEMAGNE.

De Voorzitter,

E. NERINCKX.